



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

AGENCE NATIONALE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ANAT)

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2013

RAPPORT FINAL

(juillet 2015)



Dakar, le 31 juillet 2015

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par l'Agence Nationale de l'Aménagement du Territoire (ANAT) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Agence Nationale de l'Aménagement du Territoire (ANAT) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IIA) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

- a) deux marchés ont été passés par ententes directes autorisées par la DCMP pour un montant cumulé estimé à 100 000 000 F CFA. Ces marchés sont relatifs respectivement, à la mission portant Elaboration du Schéma Directeur d'Aménagement et de Développement Territorial de la zone de Dakar-Thiès-Mbour (SDADT) attribuée au CABINET ATIC pour un montant de 70 000 000 F CFA TTC et à la mission portant Mise en place de l'Observatoire Cartographique Numérique des Inondations (OCNI) attribuée au Consultant Mehdi SEMCHAOUI, pour un montant de 30 000 000 FCFA TTC. A notre avis, les dispositions de l'article 76-2- b) du Code des Marchés Publics invoqué par la DCMP pour justifier son avis favorable pour la conclusion de ces deux marchés par entente directe ne s'appliquent pas dans le cas d'espèce. Nous estimons que l'élaboration d'un Schéma Directeur d'Aménagement et de Développement Territorial s'inscrit dans une stratégie à long terme d'aménagement du territoire et ne saurait procéder « d'une urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles, irrésistibles et extérieures à l'autorité contractante non compatible avec les règles de forme et les délais exigés par la procédure d'appel d'offres ouvert ou restreint ».

Nous avons par ailleurs, identifié dans le dossier de marché mis à notre disposition, une lettre du Président de la Commission des Marchés en date du 26 avril 2013 soumise à l'approbation du Directeur Général, relative à une consultation restreinte pour la sélection du Consultant chargé de l'élaboration du SDADT (Cinq consultants avaient été consultés OSCARE AFRIQUE, INGESAHEL, SETICO, ATIC, GERAD) au terme de laquelle ATIC avait été retenu pour un montant de 70 000 000 F CFA ; l'attribution a été notifiée le même jour à ATIC par lettre N°1095/MATCL/ANAT/DAF. Il y'a lieu de mettre de la cohérence dans les documents de marché car l'Autorité Contractante semble avoir déroulé et bouclé une procédure de consultation restreinte le 26 avril 2013 alors qu'elle avait déjà obtenue un mois plus tôt, le 26 mars 2013 un avis de non-objection de la DCMP pour conclure un marché par entente directe. Il est curieux que dans sa lettre N° 943/MATCL/ANAT/DAF du 21 mars 2013 l'autorité contractante puisse identifier le prestataire avec lequel elle souhaite conclure un marché par entente directe et le montant du marché et qu'une procédure de consultation restreinte soit néanmoins déroulée pour aboutir à la sélection de l'attributaire pour le même montant.

L'urgence impérieuse avait été invoquée pour justifier l'avis favorable de la DCMP pour passer un marché par entente directe car les prestations relatives à la phase d'urgence du plan décennal de lutte contre les inondations devaient être bouclées au plus tard le 31 mai 2013 ; le contrôle de l'exécution du marché (SDADT) a permis de noter que les prestations prévues sur une durée de trois mois n'ont pas été effectuées dans le délai requis. Le rapport d'orientation a été produit le 23 décembre 2013. L'exécution de cette mission a connu un important retard et les livrables prévus dans le contrat n'étaient pas encore validés au moment de nos travaux.

b) l'examen de la Demande de Propositions portant Sélection d'un Consultant pour la réalisation d'une mission d'audit des ressources humaines, attribuée à **FOCUS AUDIT ET EXPERTISE**, pour un montant de **8 000 400 F CFA TTC**, a permis de noter les non-conformités ci-après :

- l'examen du procès-verbal d'ouverture des plis a permis de noter que les offres financières des candidats ont été ouvertes à ce stade de la procédure. Il convient de préciser que pour les marchés de prestations intellectuelles, l'ouverture des plis se fait en deux (2) temps conformément aux dispositions de l'article 80-5 du CMP. Dans un premier temps, les offres techniques font l'objet d'une évaluation conformément aux critères préalablement définis dans le DAC et seules les offres financières des candidats dont la notation de l'offre technique est supérieure ou égale à la note technique minimale requise dans le DAC sont ouvertes. Sous ce rapport, il y'a lieu de noter de nombreuses déficiences dans la préparation de la Demande de Propositions. Celle-ci ne précise ni les critères d'évaluation des offres, ni la note technique minimale requise, ni la méthode de sélection.
- le procès-verbal d'attribution mentionne une note technique globale et il n'y est pas annexé de rapport d'évaluation détaillé des offres au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.
- les lettres d'information des candidats non retenus ne portent pas d'accusé de réception, faisant subsister ainsi une incertitude sur leur transmission effective à leurs destinataires ; il y'a lieu de classer dans le dossier de marché une copie de la page du cahier de transmission si la remise de l'accusé de réception y figure. Il convient de préciser que l'information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel contre la décision d'attribution.

c) l'examen de la procédure de **DRP portant sélection d'un prestataire pour l'aménagement des bureaux (travaux de cloisonnement et installations générales) en deux (2) lots**, attribuée à **JOAD TRADING**, pour un montant global de **56 382 816 F CFA TTC** a permis de noter les non conformités ci-après :

- une disposition du cahier des charges indique que « ...l'évaluation de l'offre financière se fera sur le cumul des trois lots et non de façon séparée et que l'offre technique qui ne répond pas aux exigences des trois lots ne sera pas retenue ». Il convient de noter que cette disposition du cahier des charges est contraire au principe de l'allotissement qui permet aux candidats potentiels de soumissionner, sur un ou plusieurs lots dans la limite de leurs moyens. Cette

disposition est une entrave au libre accès à la commande publique et pourrait favoriser certains soumissionnaires au détriment d'autres qui ne peuvent pas soumissionner sur tous les lots, ce qui fausse les règles de la mise en concurrence et viole le principe d'égalité de traitement des candidats.

- une visite préalable des locaux a été organisée conformément aux dispositions du cahier des charges ; nous avons noté, au regard des pièces du dossier de marché, qu'un procès-verbal de visite n'a pas été dressé et transmis à tous les candidats figurant sur la liste restreinte. Il s'agit d'une exigence de transparence à laquelle l'Autorité Contractante doit se conformer pour assurer une information équilibrée des candidats.
- la Commission des Marchés a procédé à un nouvel allotissement du marché en cours d'évaluation en regroupant les lots N° 1 et N°3 ; ce faisant le marché initialement lancé en trois lots a été réduit et attribué en deux lots. Cette décision de la Commission des Marchés constitue une entorse au principe d'intangibilité des critères d'évaluation et d'attribution des offres car le règlement de la consultation préalablement annoncé, ne peut être modifié en cours d'évaluation. En procédant de la sorte, la Commission des Marchés modifie les conditions initiales de concurrence en violation des dispositions de l'article 69 du CMP et introduit de nouveaux critères en cours d'évaluation, en violation de l'article 59 du CMP ;
- l'examen du montant auquel le marché a été attribué, a permis de noter qu'il a été conclu pour un montant qui dépasse le seuil de passation des marchés de travaux par appel d'offres, ce qui illustre une mauvaise préparation et une sous-estimation du coût des prestations. En effet, le montant cumulé des deux (2) lots, dépasse le seuil de passation des marchés par appel d'offres ; sous ce rapport, il y'a lieu de préciser que la valeur estimée des marchés comportant des lots doit prendre en compte le coût de la totalité des lots, conformément à l'article 54.4 du CMP. Nous rappelons que les seuils sont appréciés au regard du coût cumulé des lots ; par conséquent, l'autorité contractante aurait dû passer un appel d'offres en lieu et place de la DRP;
- l'examen de la clause du contrat relative aux modalités de paiement a permis de noter qu'elle prévoit l'octroi d'une avance de démarrage de 50%. Ce taux a été fixé à un niveau qui dépasse celui qui est déterminé dans l'article 96.2 du CMP qui plafonne les avances de démarrage à 20% du montant du marché. Par ailleurs, nous notons que le paiement de l'avance de démarrage n'est pas conditionné par le dépôt d'une garantie de restitution d'avance en violation de l'article 96.1 du CMP.

d) l'examen de la procédure de **DRP portant sélection d'un prestataire pour l'acquisition de fournitures de bureau et de consommables informatiques, en deux (2) lots, attribuée à **CENTRALE SOLUTIONS** pour le lot N° 1 pour un montant de **5 020 310 F CFA TTC** et à **SSCG** pour le lot N° 2 pour un montant de **5 194 360 F CFA TTC**, a permis de noter les non-conformités ci-après :**

- nous avons noté que les lettres de notification des attributions provisoires tout comme les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne mentionnent pas les montants auxquels les marchés ont été attribués. Au regard de l'exigence de transparence, les lettres d'information doivent mentionner, outre le nom de l'attributaire, le montant auquel le marché a été attribué ; les bonnes pratiques recommandent que les motifs du rejet soient mentionnés dans la lettre d'information adressée aux candidats évincés même s'il ne s'agit pas d'une obligation au regard de l'article 87-2 du CMP. Sous ce rapport, il y'a lieu de signaler que les lettres d'information adressées aux candidats non retenus n'ont pas été déchargées par leurs destinataires, pour attester de leur réception effective. Nous précisons que l'information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel contre la décision d'attribution.
- l'examen du contrat a permis de noter que le montant du marché a été revu à la baisse de 236 000 F CFA, par rapport au montant de l'attribution alors qu'aucune marge de fluctuation de la quantité des fournitures n'a été mentionnée dans le dossier et qu'aucune négociation avec les candidats et modification des offres ou des prix ou des conditions de concurrence ne peut être demandée, offerte ou autorisée, au regard de l'article 69 du CMP ;
- nous avons noté que la livraison a accusé un retard de trente-trois (33) jours, mais aucune pénalité de retard n'a été appliquée en violation de l'article 134 du CMP qui stipule que « les pénalités pour retard sont appliquées sans mise en demeure préalable, sur la simple confrontation de la date d'expiration des délais contractuels d'exécution et de la date de réception » ;
- l'Autorité Contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP les informations relatives aux candidats consultés, au nom des attributaires et aux montants aux fins de publication d'un avis d'attribution dans le portail des marchés publics.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux

- a) les procès-verbaux d'ouverture, d'évaluation et d'attribution de la procédure de DRP relative aux prestations de Nettoyage-Gardiennage, attribuée à NDIEME NDAO pour un montant mensuel de 750 000 F CFA TTC, ne sont pas classés dans le dossier de marché, pour la mise en œuvre de procédures propres de vérification, permettant de nous assurer de leur conformité à la réglementation des marchés publics, entraînant une limitation à notre étude.

La même carence dans le classement des documents a été notée pour la procédure de DRP relative aux travaux de maintenance et de réparation de véhicules, attribuée à ETS KEUR BAMBA, pour un montant de 1 594 408 F CFA TTC.

- b) le rapport d'évaluation des offres et le procès-verbal d'attribution relatifs au marché de gardiennage et de nettoyage attribué à NDIEME NDAO pour un montant mensuel de 750 000 F CFA ne sont pas classés dans le dossier de marché mis à notre disposition. Ce faisant, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la correcte mise en œuvre des procédures d'autant plus que l'attributaire du marché n'est pas le moins disant.

A notre avis, au regard des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci – avant, notre avis est que les performances de l'ANAT en matière de passation et de suivi des marchés sont moyennement satisfaisantes.

Ibra Guèye
Associé

SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	9
1 Contexte et Objectifs de la mission	10
1.1 Contexte	11
1.2 Objectifs de la mission et étendue des travaux effectués	12
2. Environnement des marchés publics	16
3. Synthèse de la revue	18
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	19
3.1.1 Présentation de l'ANAT	19
3.1.2 Commission des Marchés (composition, charte de transparence et d'éthique en matière de MP)	20
3.1.3 Cellule de Passation des Marchés	20
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	20
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	21
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	21
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	21
3.1.6 Archivage des dossiers	21
3.1.7 Autres	
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	22
3.2.1 Echantillon	22
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'ANAT	23
3.2.3 Marchés de prestations intellectuelles	24
3.2.4 Marchés conclus par DRP	28
3.2.5 Marchés conclus par Entente Directe	40
3.3 Constats relatifs à l'exécution financière	45
3.4 Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)	46
3.4.1 Sélection	46
3.4.2 Travaux effectués	46
3.4.3 Résultats	46
4. Synthèse des non conformités et recommandations	47
5. Suivi des recommandations antérieures	52
6. Statistiques des anomalies	55
7. Annexes	60
7.1 Lettre de transmission du rapport provisoire	61
7.2 Réponses de l'ANAT	63

Liste des abréviations et sigles

ANAT	Agence Nationale de l'Aménagement du Territoire
AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Depuis 2007, le Gouvernement de la République du Sénégal s'est inscrit dans un processus de réforme de son Système National de Passation des Marchés Publics. Les objectifs poursuivis à travers cette réforme visent à promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance dans un État de droit. L'ambition de cette réforme est d'aligner le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en matière de passation, d'exécution, de suivi et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public. Dans cette perspective, le Sénégal a procédé à la transposition dans sa réglementation nationale de la Directive N°4/2005/CM/UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement ces marchés publics et des délégations de service public et de la Directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine. Ces deux Directives visent l'harmonisation des systèmes de passation des marchés publics des États membres de l'Union.

Cette réforme des marchés publics consacre désormais la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits. Par ailleurs, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Tel est le cadre dans lequel s'inscrit la présente mission de revue indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés publics au titre de la gestion 2013.

1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION

1.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agit principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

1.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion est formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des cahiers de charges, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apporte un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous avons examiné le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous avons apprécié la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;

- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous avons passé en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous avons évalué aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous sommes appuyés autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

1.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2013, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a couvert conformément aux termes de référence :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,

- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous avons procédé, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés cotés paraphés ;
- à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non

éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès-verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

SECTION 2
ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

SECTION 2

ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

La réforme des systèmes nationaux de passation des marchés publics des pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est traduite au plan institutionnel, par la création de deux structures chargées respectivement :

- d'une part, du **contrôle a priori du processus de passation des marchés**. Au Sénégal, cette structure administrative rattachée au Ministère de l'Économie et des Finances porte la dénomination de Direction Centrale des Marchés Publics qui a été créée par le décret 2007-547 du 25 avril 2007.
- d'autre part, de **la régulation et du contrôle a posteriori**. Cette structure administrative indépendante porte la dénomination d'Autorité de Régulation des Marchés Publics. L'ARMP avait été créée par l'article 30 de la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 qui lui assigne pour mission de veiller sur le système de passation des marchés publics, des conventions de Délégation de Services Publics et contrats de partenariats. A ce titre, l'article 2 du décret 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP lui donne la prérogative d'évaluer les performances de l'ensemble des acteurs du système national des marchés publics.
- l'institution au niveau de chaque **autorité contractante** de deux structures administratives que sont la **Commission des Marchés** chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés dont le nombre et les conditions de désignation des représentants de l'Autorité Contractante, de la tutelle et/ou du contrôle financier de la Présidence de la République sont fixées par Arrêté n° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36.1 du Code des Marchés Publics, et d'une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller sur la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés et dont la composition et les prérogatives sont fixées par l'arrêté n° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du Code des Marchés Publics.

SECTION 3
SYNTHESE DE LA REVUE

3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de l'ANAT

L'Agence Nationale de l'Aménagement du Territoire, personne morale de droit public dotée d'une autonomie de gestion et investie d'une mission de service public, a été créée par décret N° 2009-1302 du 20 novembre 2009 qui fixe en même temps les règles relatives à son organisation et son fonctionnement.

Pour permettre à l'Agence nouvellement créée d'agir avec plus de cohérence et d'efficacité, les missions anciennement dévolues à la Direction des Travaux Géographiques et Cartographiques (DTGC) et à l'Agence Nationale du Cadre de Vie et de la Qualité de la Consommation (ANCVQC) lui ont été transférées.

Ainsi, elle assume avec beaucoup plus de souplesse la mise en œuvre de toutes les initiatives visant la programmation des activités économiques, en tenant compte des potentialités naturelles et des ressources humaines de chaque région, de façon à rééquilibrer l'espace économique national, retenir les populations sur leurs terroirs, créer les emplois pour les jeunes contribuer à éradiquer la pauvreté et à freiner l'exode rural vers les villes.

Par ailleurs, elle veille à la mise en cohérence des réseaux d'infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires qui structurent l'espace national et le rendent plus attractif aux investissements nationaux comme étrangers ainsi qu'à la cohérence des équipements publics pour une meilleure prise en charge des besoins des populations.

Vue l'importance que le Gouvernement de la République du Sénégal attache à la mise en œuvre des orientations générales de la politique d'aménagement, il a été mis en place, au sein de l'Agence, un Conseil Stratégique, dirigé par le Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire et composé des ministres concernés, d'élus locaux ainsi que des membres du secteur privé dont l'action se veut décisive dans ce domaine. En plus de ce Conseil Stratégique qui n'est pas encore opérationnel, l'Agence est dotée d'un Conseil de Surveillance et d'une Direction Générale.

Au plan technique, la Direction de l'ANAT a externalisé sa paie pour la confier, sur la base d'un contrat d'assistance technique, à POPAY AFRICA SARL pour une meilleure prise en charge de ce volet non négligeable.

Au plan institutionnel, elle a gardé une relation privilégiée avec la JICA qui lui a permis de bénéficier d'un important don en matériel de transport, de géodésie et de topographie.

L'agence a aussi noué un partenariat avec GI INTERNATIONAL qui lui permettra d'engranger des recettes additionnelles sur la base de commissions générées par les ventes d'images satellites de GI INTERNATIONAL.

3.1.2 Commission des Marchés

La Commission des Marchés (CM) de l'ANAT, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par décision N° 675 du 02 janvier 2013 portant nomination des membres titulaires de la CM et leurs suppléants comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

Les actes de nomination des membres de la Commission des Marchés de l'ANAT ont été transmis à la DCMP le 21 Janvier 2013.

Nous avons examiné les différents échanges de courrier entre la DCMP et l'Autorité Contractante avant la délivrance de l'avis de non-objection de l'organe de contrôle a priori des marchés sur la composition de la Commission des Marchés de l'ANAT. Il ressort de ces échanges que les observations de la DCMP, portaient sur la nomination des membres représentant la Tutelle et le Contrôle Financier de la Présidence de la République, la transmission des attestations de prise de connaissance par les membres titulaires et suppléants de la Commission des Marchés des dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et surtout sur la désignation du Président de la Commission des Marchés dans le respect des dispositions de l'arrêté n°12786 du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 du CMP au terme duquel, le Directeur Administratif et Financier, membre de droit de la Commission des Marchés, ne peut en assurer la présidence. Toutes les observations soulevées par la DCMP ont été régularisées.

3.1.3 Cellule de Passation des Marchés

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée par décision N° 677 du 15 janvier 2013 en application de l'arrêté 11 586 du 28 décembre 2008 modifié par l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP mais elle n'a pas accompli toutes les tâches qui lui sont dévolues notamment la transmission des données relatives aux marchés attribués suite aux procédures de DRP comme le recommande l'article 78-3-b) du CMP et la production du rapport annuel.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Comme indiqué ci-avant, la Cellule de Passation des Marchés ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 143 du CMP qui lui fait obligation de préparer et de déposer annuellement auprès de l'autorité dont elle relève et de l'ARMP, un rapport sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente, avec les entreprises défaillantes, la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe. Le rapport annuel à élaborer doit être bien structuré avec un chapitre introductif décrivant le cadre dans lequel les opérations de passation de marchés ont été exécutées, les structures mises en place par l'autorité contractante, les actions de renforcement des capacités des

acteurs, un corps de rapport donnant des indications précises sur la nature et les volumes d'opérations traitées, le taux de réalisation au regard des prévisions du PPM, les difficultés rencontrées, les solutions apportées, la gestion des interactions avec la DCMP, l'ARMP, les candidats (demandes d'informations, recours gracieux, recours au niveau du CRD, recours contentieux à la Cour Suprême), les problèmes rencontrés dans le suivi de l'exécution des marchés, les solutions apportées, les mises en demeure formulées, les résiliations prononcées, les préconisations pour l'amélioration des processus internes. Il s'agit pour la Cellule de Passation des Marchés d'élaborer un véritable rapport d'activités plutôt que de se limiter à livrer des statistiques de marchés qui présentent certes un intérêt pour la DCMP dans sa mission de consolidation des données mais n'apporte pas une véritable valeur ajoutée pour la Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante pour qui ce rapport doit constituer un véritable outil de gestion des marchés.

Les rapports trimestriels n'ont pas été mis à notre disposition par l'ANAT.

En lieu et place, ce sont un rapport d'activités de l'exercice 2013, présentant l'activité et la situation financière de l'ANAT à la clôture de sa quatrième (4^{ème}) année d'exercice le 31 Décembre 2013, le bilan 2013 et le Manuel des Procédures Administratives, Comptables et Financières qui ont été mis à notre disposition.

3.1.5 Documents de programmation de la présentation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP pour publication conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

L'AGPM a été établi et est classé dans le dossier, cependant, le support de publication ne nous a pas été transmis pour nous permettre de nous assurer que l'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais requis puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

3.1.6 Archivage des dossiers

Nous avons noté quelques déficiences dans le classement et l'archivage des documents de marchés notamment les éléments relatifs à l'exécution qui ne sont pas classés dans les dossiers de marchés. C'est le cas des livrables relatives aux deux marchés passés par entente directe pour l'élaboration du Schéma Directeur d'Aménagement et de Développement Territorial de la zone de Dakar-Thiès-Mbour (SDADT) et pour la mise en place de l'Observatoire Cartographique Numérique des Inondations (OCNI).

Nous rappelons que le classement et l'archivage des dossiers de marchés est fondamental dans la mesure où il permet à l'autorité contractante de rendre compte de sa gestion ; c'est

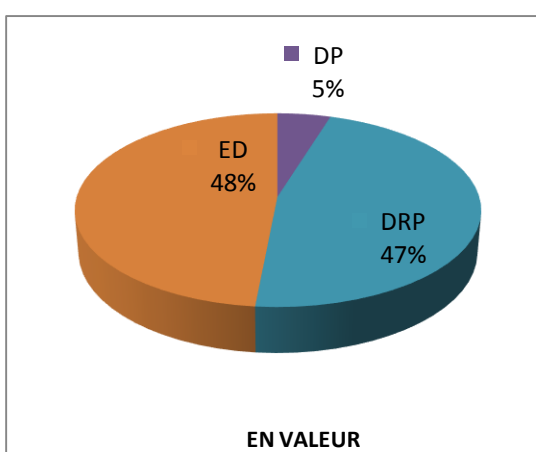
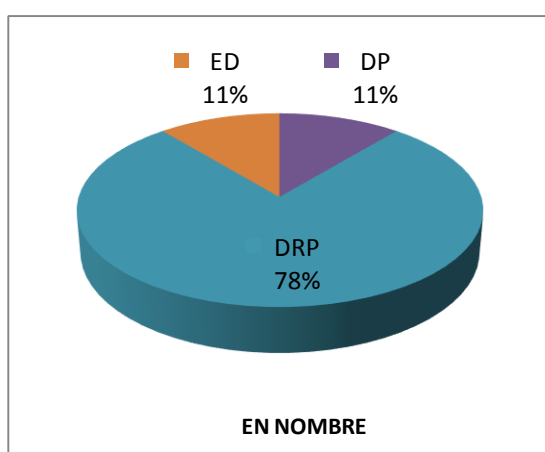
aussi un moyen, en suivant les instructions de l'ARMP en la matière, d'avoir l'assurance que les procédures sont mises en œuvre conformément au cadre réglementaire.

3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

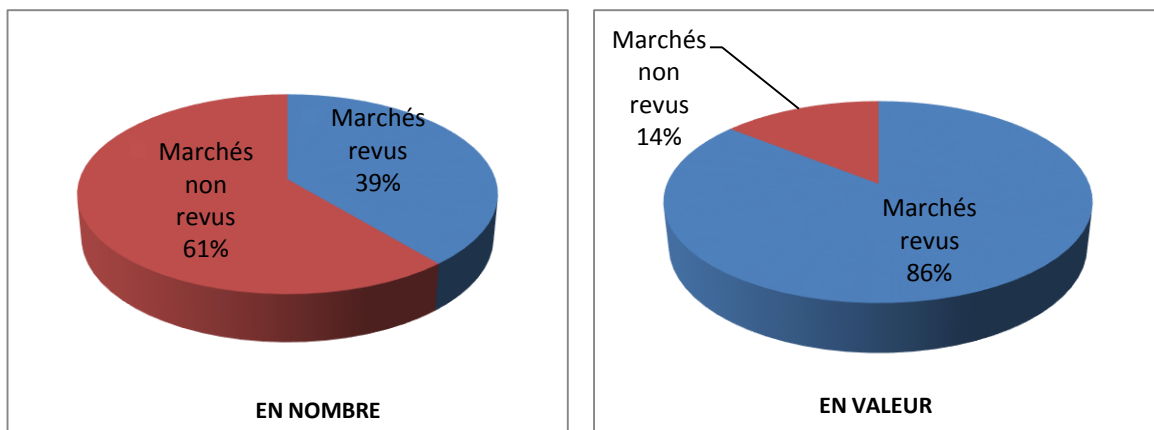
3.2.1 Échantillon

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

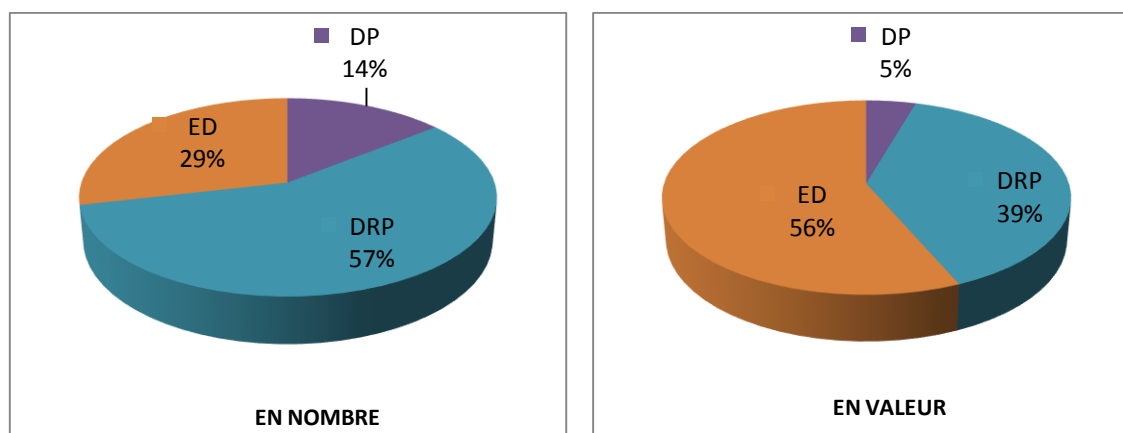
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés présentés		Typologie des marchés revus		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO) > Seuil DCMP	-	-	-	-	-	-
Appel d'offres ouvert (AOO) < Seuil DCMP	-	-	-	-	-	-
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	2	9 982 800	1	8 000 400	50,00%	80,14%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	14	96 313 428	4	68 941 894	28,57%	71,58%
Entente directe (ED)	2	100 000 000	2	100 000 000	100,00%	100,00%
Avenant	-	-	-	-	-	-
Demande de Cotation (DC)	-	-	-	-	-	-
TOTAL	18	206 296 228	7	176 942 294	38,89%	85,77%



CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'ANAT

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'ANAT sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'ANAT EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP DAC	Seuil de contrôle DCMP Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	≥0	≥35
Fournitures et services	30	400	200	400	≥30	≥25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	≥35

3.2.3 Marchés de Prestations Intellectuelles

DP N° PI/001/2013/ANAT/CM SELECTION D'UN CABINET D'AUDIT DES RESSOURCES HUMAINES	
Date des lettres d'invitation	25 décembre 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	10 janvier 2013
Délai de préparation des offres	15 jours
Date d'attribution	21 janvier 2013
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	21 janvier 2013
Date de souscription du contrat	21 janvier 2013
Date d'approbation du contrat	21 janvier 2013
Date de notification	21 janvier 2013
Date d'enregistrement du contrat	04 février 2013
Délai d'exécution	21 jours à compter de la notification du contrat
Fournisseurs consultés	05: KPMG ; SOJUFISC ; FLOW CONSULTING ; FACE AFRICA ; FOCUS AUDIT ET EXPERTISE ; FACE AFRICA
Nombre d'offres reçues	Cinq (05) : KPMG ; SOJUFISC ; FLOW CONSULTING ; FACE AFRICA ; FOCUS AUDIT ET EXPERTISE
Attributaire	FOCUS AUDIT ET EXPERTISE
Montant du marché en F CFA	8 000 400
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	21 janvier 2013
Notification de l'attribution définitive	N/A
Non conformités	Nous avons noté que la Commission des Marchés est présidée par le Directeur Administratif et Financier ; il convient de rappeler que conformément aux dispositions de l'arrêté N°12786 du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 du CMP, le

	<p>Directeur Administratif et Financier est membre de droit de la Commission des Marchés et ne peut par conséquent pas en assurer la présidence. Cette observation vaut également pour le Directeur Technique et le Directeur des Approvisionnements.</p> <p>Le Dossier d'Appel à la Concurrence ne donne aucune indication sur les critères d'évaluation des offres ni sur la méthode de sélection (SBQC, SMC, SBD, SQ) et ne fixe pas non plus la note technique minimale requise. Pour un marché de prestations intellectuelles, ces éléments d'information sont indispensables pour que la Commission des Marchés puisse effectuer correctement les opérations d'évaluation des offres.</p> <p>L'examen du procès-verbal d'ouverture des plis a permis de noter que les offres financières des candidats ont été ouvertes à ce stade de la procédure. Il convient de préciser que pour les marchés de prestations intellectuelles, l'ouverture des plis se fait en deux (2) temps conformément aux dispositions de l'article 80-5 du CMP. Dans un premier temps, les offres techniques font l'objet d'une évaluation conformément aux critères préalablement définis dans le DAC et seules les offres financières des candidats dont la notation de l'offre technique est supérieure ou égale à la note technique minimale requise dans le DAC sont ouvertes.</p> <p>Le procès-verbal d'attribution mentionne une note technique globale et il n'y est pas annexé de rapport d'évaluation ni le détail des notes des évaluateurs.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus ne portent pas d'accusé de réception, faisant subsister ainsi une incertitude sur leur transmission effective à leurs destinataires. Si ces accusés de réception figurent dans le cahier de transmission, une copie de la page doit être classée dans le dossier de marché. L'Autorité Contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP les informations relatives aux candidats consultés, aux noms des attributaires et aux montants aux fins de publication d'un avis d'attribution dans le portail des marchés publics.</p>
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'arrêté N°12786 du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 du CMP.</p> <p>Veiller au respect de l'article 80 du CMP sur l'ouverture des offres en deux (2) temps pour les marchés de prestations intellectuelles ;</p> <p>Veiller à définir dans le dossier de consultation les critères de sélection, la note technique minimale, et la méthode de sélection des candidats ;</p> <p>Veiller à matérialiser dans le dossier l'évaluation des offres techniques, par soucis de transparence et à mentionner les notes techniques de tous les candidats ;</p> <p>Veiller à l'effectivité de la transmission des lettres de rejet aux candidats non retenus ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>- S'agissant de l'incompatibilité des fonctions de DAF et de Président de la Commission des marchés, il est à noter que les décisions de nomination des membres de la Commission des marchés ont été adressées dans les délais à la DCMP pour information. En l'absence d'observation ou de recommandation, le DAF a assuré la présidence de la Commission des Marchés jusqu'à réception de l'objection de la DCMP y relative. Les recommandations ont été respectées par la suite après réception de la notification de la DCMP et un nouveau Président nommé à la place du DAF comme vous le signalez d'ailleurs dans votre rapport.</p> <p>- S'agissant du marché relatif à l'audit des RH et attribué à Focus Audit et expertise, il convient de noter que la demande de proposition adressée aux candidats contenait bel bien la grille d'évaluation technique et financière ; nous vous invitons à consulter le dossier physique y afférent. Toujours dans le même registre, il est à noter qu'il existe bel et bien un rapport d'évaluation des offres consultable</p>

	<p>également dans le dossier physique. S'agissant des lettres d'information aux candidats non retenus, elles sont tracées et font l'objet de décharges sur le cahier de transmission prévu à cet effet. Ledit cahier est également disponible pour consultation.</p> <p>- Les autres recommandations de votre rapport ont retenu toute notre attention et nous tâcherons de les mettre en pratique. Nous vous remercions d'intégrer nos observations dans votre rapport définitif et vous prions de recevoir, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos sentiments distingués.</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur le défaut de mention de la grille d'évaluation technique et financière de la demande de proposition adressée aux candidats, sur l'absence d'un rapport d'évaluation des offres et des lettres d'information aux candidats non retenus, nous prenons acte de vos commentaires. Il conviendrait, à l'avenir de se veiller au classement des dossiers de marché avant le démarrage des missions de vérification pour éviter les quiproquos car le dossier physique mis à la disposition de l'équipe de contrôle ne comprenait pas mes pièces incriminées.</p> <p>- S'agissant de l'incompatibilité des fonctions de DAF et de Président de la Commission des marchés, nous prenons acte de vos commentaires et des modifications opérées suite à l'objection de la DCMP.</p> <p>- Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées dans le rapport.</p>

.

3.2.4 Marchés conclus par DRP

DRP AMENAGEMENT DE BUREAUX (TRAVAUX DE CLOISONNEMENT ET INSTALLATIONS GENERALES)			
<div>- LOT N°1 : AMENAGEMENT (CLOISONNEMENT, AGENCEMENT ET INSTALLATIONS GENERALES)</div> <div>- LOT N°2 : FOURNITURE DE MOBILIER DE BUREAU</div> <div>- LOT N°3 : DECORATION INTERIEURE</div>			
Date de saisine des fournisseurs		17 avril 2013 par lettre n°1030/MATCL/ANAT/DAF	
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis		26 avril 2013 à 17h	
Délai de préparation des offres		09 jours	
Date d'attribution		07 mai 2013	
Fournisseurs consultés		Cinq fournisseurs ont été consultés : <div><div>- JOAD TRADING</div><div>- SODACOM</div><div>- EERI</div><div>- PREMIUM ENGINEERING</div><div>- BERGMANN</div></div>	
Nombre d'offres reçues		Trois offres ont été reçues : <div><div>- JOAD TRADING</div><div>- AGENCE IMMOBILIERE BERGMANN</div><div>- PREMIUM ENGINEERING</div></div>	
Attributaire et Montant	JOAD TRADING	Lot 1	21 183 443 FCFA TTC
		Lot 2	35 199 373 FCFA TTC
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus		Notification d'attribution provisoire le 07 mai par lettre n°1129/MATCL/ANAT/DAF Les candidats BERGMAN et PREMIUM ENGINEERING, ont été informés de l'attribution du marché 1 et du marché 2 par lettre n°1127/MATCL/ANAT/DAF et 126/MATCL/ANAT/DAF	
Non conformités		Nous avons noté que la Commission des Marchés est présidée par le Directeur Administratif et Financier ; il convient de rappeler que conformément aux dispositions de l'arrêté N°12786 du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 du CMP, le Directeur Administratif et Financier est membre de droit de la Commission des Marchés et ne peut par conséquent pas en assurer la présidence. Cette observation vaut également pour le Directeur Technique et le Directeur	

	<p>des Approvisionnements.</p> <p>Quand bien même le marché est composé de trois lots, une disposition du cahier des charges indique que « ...l'évaluation de l'offre financière se fera sur le cumul des trois lots et non de façon séparée et que l'offre technique qui ne répond pas aux exigences des trois lots ne sera pas retenue ». Il convient de noter que cette disposition du cahier des charges est contraire au principe de l'allotissement qui permet aux candidats potentiels de soumissionner, sur un ou plusieurs lots dans la limite de leurs moyens. Cette disposition est une entrave au libre accès à la commande publique et pourrait favoriser certains soumissionnaires au détriment d'autres qui ne peuvent pas soumissionner à tous les lots, ce qui fausse les règles de la mise en concurrence et viole le principe d'égalité de traitement des candidats.</p> <p>Une visite préalable des locaux a été organisée conformément aux dispositions du cahier des charges ; nous avons noté, au regard des pièces du dossier de marché, qu'un procès-verbal de visite n'a pas été dressé et transmis à tous les candidats figurant sur la liste retreinte. Il s'agit d'une exigence de transparence à laquelle l'Autorité Contractante doit se conformer pour assurer une information équilibrée des candidats.</p> <p>La Commission des Marchés a procédé à un nouvel allotissement du marché en cours d'évaluation en regroupant les lots N° 1 et N° 3 ; ce faisant, le marché initialement lancé en trois lots a été réduit et attribué en deux lots. Cette décision de la Commission des Marchés constitue une entorse au principe d'intangibilité des critères d'évaluation et d'attribution des offres car le règlement de la consultation préalablement annoncé, ne peut être modifié en cours d'évaluation. En procédant de la sorte, la Commission des Marchés modifie les conditions initiales de concurrence en violation des dispositions de l'article 69 du CMP et introduit de nouveaux critères en cours d'évaluation, en violation de l'article 59 du CMP.</p> <p>L'examen du montant auquel le marché a été attribué, a permis de noter que le marché a été passé au-delà du seuil de passation par appel d'offres, des marchés de travaux, ce qui dénote d'une mauvaise préparation du marché, avec comme</p>
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>corollaire, une sous-estimation du coût des prestations. En effet, le montant cumulé des deux (2) lots, dépasse le seuil et il convient de préciser que la valeur estimée des marchés comportant des lots doit prendre en compte la valeur estimée de la totalité des lots, conformément à l'article 54.4 du CMP. Sous ce rapport, le mode de passation n'est pas approprié et l'autorité contractante aurait dû passer un appel d'offres ;</p> <p>L'examen de la clause du contrat relative aux modalités de paiement a permis de noter qu'elle prévoit l'octroi d'une avance de démarrage de 50%. Ce taux a été fixé à un niveau qui dépasse celui qui est déterminé dans l'article 96.2 du CMP qui plafonne les avances de démarrage à 20% du montant du marché. Par ailleurs, nous notons que le paiement de l'avance de démarrage n'est pas conditionné par le dépôt d'une garantie de restitution d'avance en violation de l'article 96.1 du CMP ;</p> <p>L'Autorité Contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP les informations relatives aux candidats consultés, aux noms des attributaires et aux montants aux fins de publication d'un avis d'attribution dans le portail des marchés publics.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'arrêté N°12786 du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux principes directeurs de libre accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 59 du CMP relatif aux critères d'évaluation des offres et éviter l'introduction de critères nouveaux en cours d'évaluation ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 69 du CMP, sur la proscription de toute modification des conditions de concurrence ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 96.1 du CMP, sur la garantie d'avance ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 96.2 relatif à l'avance de démarrage ;</p> <p>Veiller au respect des principes de l'allotissement et de la</p>

		<p>transparence dans les marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	de	<p>- S'agissant de l'incompatibilité des fonctions de DAF et de Président de la Commission des marchés, il est à noter que les décisions de nomination des membres de la Commission des marchés ont été adressées dans les délais à la DCMP pour information. En l'absence d'observation ou de recommandation, le DAF a assuré la présidence de la Commission des Marchés jusqu'à réception de l'objection de la DCMP y relative. Les recommandations ont été respectées par la suite après réception de la notification de la DCMP et un nouveau Président nommé à la place du DAF comme vous le signalez d'ailleurs dans votre rapport.</p> <p>- Une avance de démarrage a été prévue dans le contrat avec JOAD à hauteur de 50 %, mais celle-ci n'a pas été consentie au prestataire in fine (voir dossier de règlement).</p> <p>- Les autres recommandations de votre rapport ont retenu toute notre attention et nous tacherons de les mettre en pratique. Nous vous remercions d'intégrer nos observations dans votre rapport définitif et vous prions de recevoir, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos sentiments distingués.</p>
Appréciation Consultant	du	<p>S'agissant de l'incompatibilité des fonctions de DAF et de Président de la Commission des marchés, nous prenons acte de vos commentaires et des modifications opérées suite à l'objection de la DCMP.</p> <p>- Sur l'avance de démarrage prévue dans le contrat avec JOAD à hauteur de 50 %, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos observations ; cette disposition ne doit pas figurer dans le contrat même si elle n'a pas été appliquée.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p> <p>- Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées dans le rapport</p>

DRP N° S-ANAT-010 NETTOYAGE-GARDIENNAGE	
Date des lettres d'invitation	22 avril 2013
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	26 avril 2013 à 17 heures
Délai de préparation des offres	04 jours
Date d'attribution	-
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	-
Date de souscription du contrat	03 mai 2013
Date d'approbation du contrat	-
Date de notification	13 mai 2013
Date d'enregistrement du contrat	25 juin 2013
Délai d'exécution	Un (01) an
Fournisseurs consultés	Huit (08) : COMPLEXE MBAYANG; MAX CLEAN; ASPI; GROUPE FEELING'S; NDIEME NDAO; SAHEL DISTRIBUTION; ZAH'RA; HOUDA SERVICES
Nombre d'offres reçues	Cinq (05) : COMPLEXE MBAYANG; MAX CLEAN; ASPI; GROUPE FEELING'S; NDIEME NDAO
Attributaire	NDIEME NDAO
Montant mensuel en TTC	750 000
Non conformités	<p>Le rapport d'évaluation des offres et le procès-verbal d'attribution ne sont pas classés dans le dossier de marché mis à notre disposition. Ce faisant, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la correcte mise en œuvre des procédures d'autant plus que l'attributaire du marché n'est pas le moins disant.</p> <p>Les copies des lettres d'information des candidats non retenus qui nous ont été transmises ne portent pas d'accusé de réception des destinataires laissant subsister une incertitude sur la transmission effective desdites lettres.</p> <p>L'Autorité Contractante ne s'est pas conformée aux</p>

	dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP les informations relatives aux candidats consultés, aux noms des attributaires et aux montants aux fins de publication d'un avis d'attribution dans le portail des marchés publics.
Recommandations	<p>Veiller à l'établissement de Procès-verbaux différents à chaque étape de la procédure ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>- S'agissant des PV d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des marchés de nettoyage (Ndiémé NDAO) et de mécanique (ETS Keur Bamba), il est à noter que lesdits PV existent dans les dossiers physiques et sont également consultables.</p> <p>- Les autres recommandations de votre rapport ont retenu toute notre attention et nous tâcherons de les mettre en pratique. Nous vous remercions d'intégrer nos observations dans votre rapport définitif et vous prions de recevoir, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos sentiments distingués.</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur le non classement des PV d'ouverture, d'évaluation et d'attribution du marché, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos observations car ils devaient être classés dans le dossier de marché soumis à notre revue.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur les autres recommandations du rapport, nous prenons acte de vos commentaires et vous encourageons vivement à les mettre en pratique.</p>

DRP N° S-ANAT-001 MAINTENANCE ET REPARATION DE VEHICULES	
Date des lettres d'invitation	Non datée
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	26 avril 2013 à 17 heures
Délai de préparation des offres	-
Date d'attribution	16 mai 2013
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	16 mai 2013
Date de souscription du contrat	07 mai 2013
Date d'approbation du contrat	-
Date de notification	16 mai 2013
Date d'enregistrement du contrat	05 juin 2013
Délai d'exécution	Un (01) an
Fournisseurs consultés	Cinq (05) : GIE CARROSSERIE DIAGNE ET BA ; CFAO SENEGAL ; CCBM ; ETS KEUR BAMBA ; AUTO SUD DAKAR ; GIE CARROSSERIE DIAGNE ET BA ;
Nombre d'offres reçues	Quatre (04) GARAGE IBRA GUEYE ; AUTO SUD DAKAR ; ETS KEUR BAMBA ; CCBM
Attributaire	ETS KEUR BAMBA
Montant du marché en F CFA TTC	1 594 408
Non conformités	<p>Le rapport d'évaluation et le procès-verbal d'attribution ne sont pas versés dans le dossier.</p> <p>Au regard des informations figurant dans le procès-verbal d'ouverture des plis, le choix de l'attributaire semble avoir été effectué sur la seule base du taux horaire. Ce critère unique ne donne pas, à notre avis, l'assurance de faire le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse. Pour des prestations d'entretien et de réparation de véhicules, en plus du taux horaire par types de prestations (mécanique, tôlerie, peinture, électricité), d'autres critères doivent être pris en compte tels que la marge</p>

	<p>sur les pièces automobiles, le coût de l'enlèvement du véhicule si celui-ci n'est pas en état de rouler, le délai d'exécution des prestations, les moyens humains et matériels mis en œuvre pour assurer les prestations ... Il convient de veiller à la bonne préparation des cahiers des charges. Par ailleurs, le besoin pouvant difficilement être quantifié, il conviendrait de passer un marché de clientèle ou un marché à commandes pour ce type de prestations.</p> <p>Les copies des lettres d'information des candidats non retenus qui nous ont été transmises ne portent pas d'accusé de réception des candidats auxquels les lettres ont été adressées.</p> <p>La date de souscription du contrat est antérieure à celles de l'attribution du marché et d'information des candidats non retenus. Il est impossible que le contrat soit souscrit alors que l'attributaire du marché n'a pas encore été désigné.</p> <p>L'offre du GARAGE IBRA GUEYE a été classée dans le dossier alors qu'il ne faisait pas partie de la liste des candidats consultés.</p>
Recommandations	<p>Veiller à l'établissement de Procès-verbaux distincts à chaque étape de la procédure.</p> <p>Veiller à une correcte évaluation des besoins à satisfaire et en conséquence à une bonne préparation des cahiers de charges.</p> <p>Insérer un cadre de devis dans le Dossier d'Appel à la Concurrence.</p> <p>Passer un marché de clientèle ou un marché à commandes pour ce type de prestations.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>- S'agissant des PV d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des marchés de nettoyage (Ndiémé NDAO) et de mécanique (ETS Keur Bamba), il est à noter que lesdits PV existent dans les dossiers physiques et sont également consultables.</p> <p>- Les autres recommandations de votre rapport ont</p>

	<p>retenu toute notre attention et nous tacherons de les mettre en pratique. Nous vous remercions d'intégrer nos observations dans votre rapport définitif et vous prions de recevoir, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos sentiments distingués.</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur le non classement des PV d'ouverture, d'évaluation et d'attribution du marché, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos observations, car ils devaient être classés dans le dossier de marché soumis à notre revue et non dans des dossiers physiques consultables.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur les autres recommandations du rapport, nous prenons acte de vos commentaires et vous encourageons vivement à les mettre en pratique.</p>

DRP N° F-ANAT-004 BIS FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES			
Date des lettres d'invitation		22 mars 2013	
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis		29 mars 2013 à 17 heures	
Délai de préparation des offres		06 jours	
Date d'attribution		12 avril 2013	
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus		17 avril 2013	
Date de souscription du contrat		17 avril 2013	
Date d'approbation du contrat		-	
Date de notification		17 avril 2013	
Date d'enregistrement du contrat		26 juin 2013	
Délai d'exécution		Trente (30) jours	
Fournisseurs consultés		Dix (10) : GIE RAMATOU ; CONVERGENCE TECHNOLOGIES DU SENEGAL ; AFRICA PRESTIGE ; SSCG ; MORA MULTI SERVICES ; CENTRALE SOLUTIONS ; SINPAC S.A.R.L. ; VISUEL COMMUNICATION ; PAPETERIE EL HADJ FALLOU MBACKE	
Nombre d'offres reçues		Six (06) : GIE RAMATOU ; CONVERGENCE TECHNOLOGIES DU SENEGAL ; AFRICA PRESTIGE ; SSCG ; MORA MULTI SERVICES ; CENTRALE SOLUTIONS	
Attributaires et Montants	CENTRALE SOLUTIONS	Lot 1	5 020 310 F CFA TTC
	SSCG	Lot 2	5 194 360 F CFA TTC
Non conformités		Nous avons noté que la Commission des Marchés est présidée par le Directeur Administratif et Financier ; il convient de rappeler que conformément aux dispositions de l'arrêté N°12786 du 26 décembre 2012	

	<p>pris en application de l'article 36 du CMP, le Directeur Administratif et Financier est membre de droit de la Commission des Marchés et ne peut par conséquent pas en assurer la présidence. Cette observation vaut également pour le Directeur Technique et le Directeur des Approvisionnements.</p> <p>Les lettres d'invitation ne sont pas classées dans le dossier.</p> <p>Les copies des lettres de notification des attributaires et les lettres de rejet des candidats non retenus n'ont pas été déchargées par leurs destinataires et ne renseignent pas sur les montants attribués.</p> <p>Nous avons noté un écart de 236 000 F CFA entre le montant de l'attribution des consommables informatiques qui est de 5 194 360 FCFA et le montant mentionné dans le contrat qui est de 4 958 360 FCFA alors que l'état du dossier ne permet pas de s'assurer que des marges de fluctuation avaient été prévues dans le cahier de charges.</p> <p>Aucune pénalité de retard, n'a été appliquée à l'encontre du fournisseur de consommables informatiques alors que la livraison a accusé un retard de trente-trois (33) jours, en violation de l'article 134 du CMP.</p> <p>Nous avons noté une incohérence entre la date du bordereau de livraison du 23 juillet 2013 et le PV de réception du 22 juillet 2013. En effet, la réception des fournitures ne peut précéder leur livraison.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'arrêté N°12786 du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36 du CMP ;</p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés ;</p> <p>Veiller à faire décharger les lettres d'information des candidats non retenus pour attester de leur réception effective par les candidats évincés et mentionner dans ces lettres les montants auxquels les marchés sont</p>

	<p>attribués. Ces informations peuvent permettre à ces derniers d'exercer leur droit de recours éventuel ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 134 du CMP sur l'application des pénalités de retard ;</p> <p>S'approprier les instruction contenues dans le manuel de classement et d'archivage élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>- S'agissant de l'incompatibilité des fonctions de DAF et de Président de la Commission des marchés, il est à noter que les décisions de nomination des membres de la Commission des marchés ont été adressées dans les délais à la DCMP pour information. En l'absence d'observation ou de recommandation, le DAF a assuré la présidence de la Commission des Marchés jusqu'à réception de l'objection de la DCMP y relative. Les recommandations ont été respectées par la suite après réception de la notification de la DCMP et un nouveau Président nommé à la place du DAF comme vous le signalez d'ailleurs dans votre rapport.</p> <p>- Les autres recommandations de votre rapport ont retenu toute notre attention et nous tacherons de les mettre en pratique. Nous vous remercions d'intégrer nos observations dans votre rapport définitif et vous prions de recevoir, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos sentiments distingués.</p>
Appréciation du Consultant	<p>- S'agissant de l'incompatibilité des fonctions de DAF et de Président de la Commission des marchés, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos observations et nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur les autres recommandations du rapport, nous prenons acte de vos commentaires et vous encourageons vivement à les mettre en pratique.</p>

3.2.5 Marchés conclus par Entente Directe

ENTENTE DIRECTE	
SELECTION D'UN CONSULTANT POUR L'ELABORATION DU SDADT (SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL DE LA ZONE DE DAKAR-THIES-MBOUR)	
Date de demande d'ANO de la DCMP	12 mars 2013 par lettre N°0827/MATCL/ANAT/DAF
Date d'ANO de la DCMP	26 mars 2013 par lettre N°001414/MEF/DCMP/4
Date de souscription	18 mars 2013
Date de l'attestation d'existence de crédits	-
Date d'approbation	-
Date d'immatriculation	Contrat N°PI/002/ANAT mais non daté
Date de notification	26 avril 2013
Date d'enregistrement des contrats	10 mai 2013
Délai d'exécution	03 mois
Attributaire	Cabinet ATIC
Montant du marché en F CFA TTC	70 000 000
Non conformités	<p>Ce marché a été passé par entente directe autorisée par la DCMP pour un montant cumulé estimé à 70 000 000 F CFA. Il est relatif à la mission portant Elaboration du Schéma Directeur d'Aménagement et de Développement Territorial de la zone de Dakar-Thiès-Mbour (SDADT) attribuée au CABINET ATIC pour un montant de 70 000 000 F CFA TTC. A notre avis, les dispositions de l'article 76-2-b) du Code des Marchés Publics invoqué par la DCMP pour justifier son avis favorable pour la conclusion de ces deux marchés par entente directe ne s'appliquent pas dans le cas d'espèce. Nous estimons que l'élaboration d'un Schéma Directeur d'Aménagement et de Développement Territorial s'inscrit dans une stratégie à long terme d'aménagement du territoire et ne saurait procéder « d'une urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles, irrésistibles et extérieures à l'autorité contractante non compatibles avec les règles de forme et les délai exigés par la procédure d'appel d'offres ouvert ou restreint ».</p> <p>Nous avons par ailleurs identifié dans le dossier de marché mis à notre disposition, une lettre du Président de la Commission des Marchés en</p>

	<p>date du 26 avril 2013 soumise à l'approbation du Directeur Général, relative à une consultation restreinte pour la sélection du Consultant chargé de l'élaboration du SDADT (Cinq consultants avaient été consultés OSCARE AFRIQUE, INGESAHEL, SETICO, ATIC, GERAD) au terme de laquelle ATIC avait été retenu pour un montant de 70 000 000 F CFA ; l'attribution a été notifiée le même jour à ATIC par lettre N°1095/MATCL/ANAT/DAF. Il y'a lieu de mettre de la cohérence dans les documents de marché car l'AC semble avoir déroulé et bouclé une procédure de consultation restreinte le 26 avril 2013 alors qu'elle avait déjà obtenu un mois plus tôt, le 26 mars 2013 un avis de non-objection de la DCMP pour conclure une entente directe. Il est curieux que dans sa lettre N° 943/MATCL/ANAT/DAF du 21 mars 2013, l'autorité contractante puisse identifier le prestataire avec lequel elle souhaite conclure un marché par entente directe et le montant du marché et qu'une procédure de consultation restreinte soit néanmoins déroulée pour aboutir à la sélection de l'attributaire pour le même montant.</p> <p>L'urgence impérieuse avait été invoquée pour justifier l'avis favorable de la DCMP pour passer un marché par entente directe car les prestations relatives à la phase d'urgence du plan décennal de lutte contre les inondations devaient être bouclées au plus tard le 31 mai 2013 ; le contrôle de l'exécution du marché (SDADT) a permis de noter que les prestations prévues sur une durée de trois mois n'ont pas été effectuées dans le délai requis. Le rapport d'orientation a été produit le 23 décembre 2013. Les livrables prévus dans le contrat ne sont pas annexés au dossier de marché pour attester de la réalisation effective des prestations.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 76 du CMP.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>- Les deux marchés (SDADT et OCNI) passés par entente directe, ont été autorisés par la DCMP sous le couvert de l'article 76-2 du CMP au regard des instructions issues du Conseil présidentiel sur les inondations tenu en septembre 2012.</p> <p>Nous ne nous sommes pas contentés de l'autorisation émise par la DCMP pour procéder illico à un gré à gré. En effet, afin de sauvegarder les intérêts de la structure et rationaliser les ressources publiques, nous avons procédé à un « dialogue compétitif » avec 5 structures cibles afin de tirer les prix vers le bas par le jeu de la concurrence et obtenir en même temps une garantie sur les qualités professionnelles des candidats ciblés. Ce dialogue compétitif n'étant pas inscrit dans le CMP, nous avons intitulé notre démarche par le vocable de « consultation restreinte » pour se conformer au contexte et</p>

	<p>à l'environnement réglementaire local. C'est à l'issue de cette procédure qu'ATIC et Mehdi SEMCHAOUI ont été retenus sur la base de leurs qualifications et proposition financière. Rappelons en dernier lieu que le simple feu vert de la DCMP nous suffisait pour aller dans un gré à gré dans le respect des textes.</p> <p>- S'agissant du retard noté sur le livrable SDADT, il importe de noter qu'il est dû à la non disponibilité des crédits alloués au dit marché à bonne date ; la règle voulant que l'exécution d'un marché soit conditionnée à l'existence préalable de crédits.</p> <p>- Les autres recommandations de votre rapport ont retenu toute notre attention et nous tacherons de les mettre en pratique. Nous vous remercions d'intégrer nos observations dans votre rapport définitif et vous prions de recevoir, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos sentiments distingués.</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur le déroulement de la procédure de passation, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos observations sur le déroulement des deux procédures distinctes, pour ce marché et nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur le défaut de classement du livrable, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos observations et nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur les autres recommandations du rapport, nous prenons acte de vos commentaires et vous encourageons vivement à les mettre en pratique.</p>

ENTENTE DIRECTE	
SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LA MISE EN PLACE DE L'OBSERVATOIRE CARTOGRAPHIQUE NUMERIQUE DES INONDATIONS (OCNI)	
Date de demande d'ANO de la DCMP	12 mars 2013 par lettre n°0827/MATCL/ANAT/DAF
Date d'ANO de la DCMP	26 mars 2013 par lettre n°001414/MEF/DCMP/48
Date de souscription	26 avril 2013
Date de l'attestation d'existence de crédits	-
Date d'approbation	29 avril 2013
Date d'immatriculation	Contrat n°PI/003/ANAT mais non daté
Date de notification	26 avril 2013
Date d'enregistrement des contrats	22 mai 2013
Délai d'exécution	01 mois
Attributaire	Mehdi SEMCHAOUI
Montant du marché en F CFA TTC	30 000 000
Non conformités	Voir ci-avant Les justificatifs de paiement et les livrables dus par le consultant n'ont pas été annexés au dossier.
Recommandations	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	- Les deux marchés (SDADT et OCNI) passés par entente directe, ont été autorisés par la DCMP sous le couvert de l'article 76-2 du CMP au regard des instructions issues du Conseil présidentiel sur les inondations tenu en septembre 2012. Nous ne nous sommes pas contentés de l'autorisation émise par la DCMP pour procéder illico à un gré à gré. En effet, afin de sauvegarder les intérêts de la structure et rationaliser les ressources publiques, nous avons procédé à un « dialogue compétitif » avec 5 structures cibles afin de tirer les prix vers le bas par le jeu de la concurrence et

	<p>obtenir en même temps une garantie sur les qualités professionnelles des candidats ciblés. Ce dialogue compétitif n'étant pas inscrit dans le CMP, nous avons intitulé notre démarche par le vocable de « consultation restreinte » pour se conformer au contexte et à l'environnement réglementaire local. C'est à l'issue de cette procédure qu'ATIC et Mehdi SEMCHAOUI ont été retenus sur la base de leurs qualifications et proposition financière. Rappelons en dernier lieu que le simple feu vert de la DCMP nous suffisait pour aller dans un gré à gré dans le respect des textes.</p> <p>- Les autres recommandations de votre rapport ont retenu toute notre attention et nous tacherons de les mettre en pratique. Nous vous remercions d'intégrer nos observations dans votre rapport définitif et vous prions de recevoir, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos sentiments distingués.</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur le déroulement de la procédure de passation, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos observations sur le déroulement des deux procédures distinctes, pour ce marché et nous maintenons nos observations.</p> <p>- Sur les autres recommandations du rapport, nous prenons acte de vos commentaires et vous encourageons vivement à les mettre en pratique.</p>

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
<p>Des avances de démarrage ont été octroyées à des taux dépassant le taux réglementaire autorisé par le code des marchés publics.</p> <p>Certains justificatifs de règlement de marchés n'ont pas été mis à la disposition de la mission.</p>
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
<p>Se conformer au taux réglementaire de l'avance de démarrage et veiller au classement exhaustif des justificatifs de paiement.</p>

3.4 Constats relatifs à l’audit physique (matérialité, exécution physique)

3.4.1 Sélection

3.4.2 Travaux effectués

3.4.3 Résultats

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L’EXECUTION PHYSIQUE	
	NON EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L’EXECUTION PHYSIQUE	
	NON EFFECTUEE

SECTION 4
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

ENTENTES DIRECTES

Deux marchés ont été passés par ententes directes autorisées par la DCMP pour un montant cumulé estimé à 100 000 000 F CFA. Ces marchés sont relatifs respectivement, à la mission portant Elaboration du Schéma Directeur d'Aménagement et de Développement Territorial de la zone de Dakar-Thiès-Mbour (SDADT) attribuée au CABINET ATIC pour un montant de 70 000 000 F CFA TTC et à la mission portant Mise en place de l'Observatoire Cartographique Numérique des Inondations (OCNI) attribuée au Consultant Mehdi SEMCHAOUI, pour un montant de 30 000 000 FCFA TTC. A notre avis, les dispositions de l'article 76-2- b) du Code des Marchés Publics invoqué par la DCMP pour justifier son avis favorable pour la conclusion de ces deux marchés par entente directe ne s'appliquent pas dans le cas d'espèce. Nous estimons que l'élaboration d'un Schéma Directeur d'Aménagement et de Développement Territorial s'inscrit dans une stratégie à long terme d'aménagement du territoire et ne saurait procéder « d'une urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles, irrésistibles et extérieures à l'autorité contractante non compatibles avec les règles de forme et les délais exigés par la procédure d'appel d'offres ouvert ou restreint ».

Nous avons par ailleurs identifié dans le dossier de marché mis à notre disposition, une lettre du Président de la Commission des Marchés en date du 26 avril 2013 soumise à l'approbation du Directeur Général, relative à une consultation restreinte pour la sélection du Consultant chargé de l'élaboration du SDADT (Cinq consultants avaient été consultés OSCARE AFRIQUE, INGESAHEL, SETICO, ATIC, GERAD) au terme de laquelle ATIC avait été retenu pour un montant de 70 000 000 F CFA ; l'attribution a été notifiée le même jour à ATIC par lettre N°1095/MATCL/ANAT/DAF. Il y'a lieu de mettre de la cohérence dans les documents de marché car l'AC semble avoir déroulé et bouclé une procédure de consultation restreinte le 26 avril 2013 alors qu'elle avait déjà obtenue un mois plus tôt, le 26 mars 2013 un avis de non-objection de la DCMP pour conclure un marché par entente directe. Il est curieux que dans sa lettre N° 943/MATCL/ANAT/DAF du 21 mars 2013 l'autorité contractante puisse identifier le prestataire avec lequel elle souhaite conclure un marché par entente directe et le montant du marché et qu'une procédure de consultation restreinte soit néanmoins déroulée pour aboutir à la sélection de l'attributaire pour le même montant.

L'urgence impérieuse avait été invoquée pour justifier l'avis favorable de la DCMP pour passer un marché par entente directe car les prestations relatives à la phase d'urgence du plan décennal de lutte contre les inondations devaient être bouclées au plus tard le 31 mai 2013 ; le contrôle de l'exécution du marché (SDADT) a permis de noter que les prestations prévues sur une durée de trois mois n'ont pas été effectuées dans le délai requis. Le rapport d'orientation a été produit le 23 décembre 2013. L'exécution de cette mission a connu un important retard et les livrables prévus dans le contrat ne sont pas encore validés.

PRESTATIONS INTELLECTUELLES

L'examen de la procédure de sélection du marché de prestations intellectuelles portant sélection d'un Consultant pour la réalisation d'une mission d'audit des ressources humaines a permis de noter que l'Autorité Contractante n'a pas déroulé le processus conformément aux exigences de l'article 80 du CMP. Il convient de préciser que pour les marchés de prestations intellectuelles, l'ouverture des plis se fait en deux (2) temps conformément aux dispositions de l'article 80-5 du CMP. Dans un premier temps, les offres techniques font l'objet d'une évaluation conformément aux critères préalablement définis dans le DAC et seules les offres financières des candidats dont la notation de l'offre technique est supérieure ou égale à la note technique minimale requise dans le DAC sont ouvertes. Sous ce rapport, il y'a lieu de noter de nombreuses déficiences dans la préparation de la Demande de Propositions. Celle-ci ne précise ni les critères d'évaluation des offres, ni la note technique minimale requise, ni la méthode de sélection.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Nous avons noté que l'Autorité Contractante a procédé à un nouvel allotissement lors de la mise en œuvre du processus d'évaluation de la DRP portant sélection d'un prestataire pour la réalisation des travaux d'aménagement des bureaux (cloisonnement et installations générales) en violation du principe d'intangibilité des critères d'évaluation des offres. Il s'y ajoute que le règlement de la consultation comprend une disposition discriminatoire constitutive d'une entorse aux principes de liberté d'accès à la commande publique et d'égalité de traitement des candidats. Cette disposition stipule que « ...l'offre technique qui ne répond pas aux exigences des trois (3) lots ci-dessus ne sera pas retenue ». Par ailleurs, le mode de passation des marchés retenu pour cette acquisition n'est pas approprié au regard du montant du contrat. Il convient de préciser que les seuils de passation et de contrôle des marchés allotis sont appréciés au regard du montant cumulé des lots et non par rapport à la valeur de chaque lot pris individuellement.

L'Autorité Contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de communiquer à la DCMP les informations nécessaires pour publication d'un avis d'attribution sur le portail des marchés publics.

Le contrat prévoit le paiement d'une avance de 50% du montant du marché en violation des dispositions de l'article 96 du CMP.

Plusieurs marchés ont été réalisés avec beaucoup de retard sans que des pénalités de retard ne soient décomptées pour se conformer à l'article 134 du CMP.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

ENTENTES DIRECTES

Se conformer aux dispositions de l'article 76 du CMP.

Classer les documents de suivi de l'exécution dans les dossiers de marché.

PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Veiller au respect de l'article 80 du CMP sur l'ouverture des offres en deux (2) temps pour les marchés de prestations intellectuelles ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage élaborés et diffusés par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Se conformer aux principes directeurs de libre accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 59 du CMP relatif aux critères d'évaluation des offres et éviter l'introduction de critères nouveaux en cours d'évaluation ;

Se conformer aux dispositions de l'article 69 du CMP, sur la proscription de toute modification des conditions de concurrence ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 96.1 du CMP, sur la garantie d'avance ;

Se conformer aux dispositions de l'article 96.2 relatif à l'avance de démarrage ;

Veiller au respect des principes de l'allotissement et de la transparence dans les marchés ;

Se conformer aux dispositions de l'article 134 du CMP sur l'application des pénalités de retard ;

S'approprier les instruction contenues dans le manuel de classement et d'archivage élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

SECTION 5
SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

Rappel des recommandations	Actions entreprises par l'ANAT	Evaluation des actions entreprises	Plan d'action suggéré	Commentaires de l'autorité Contractante
Veiller au respect des dispositions de l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des AC	La Commission des Marchés a été instituée par décision n°675 du 02 janvier 2013. Les actes de nomination des membres de la Commission des Marchés ont été transmis à la DCMP le 21 janvier 2013.	Recommandation mise en œuvre	Aucun	
Veiller au respect des dispositions de l'article 6, alinéa 3, du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics	L'AGPM a été établi et classé dans le dossier cependant le support de publication n'a pas été transmis afin d'apprécier la conformité de sa publication au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.	Recommandation mise en œuvre mais suite à la non transmission du support de publication, nous ne saurons apprécier la conformité.	Recommandation à reconduire	
Veiller à la mise à disposition de l'auditeur	Des déficiences dans	Recommandation non	Recommandation à	

de tout document utile à la réalisation de sa mission.	le classement et l'archivage ont été notées pour exemple le cas des livrables relatifs au deux marchés passés par entente directe.	mise en œuvre.	reconduire	
--------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------	------------	--

SECTION 6
STATISTIQUES DES ANOMALIES

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	DP N° PI/001/2013/ANAT/CM Sélection d'un cabinet d'audit des ressources humaines
Nature	Prestation intellectuelle
Attributaires	FOCUS AUDIT ET EXPERTISE
Montants en F CFA TTC	8 000 400
Violation de l'article 80.5 du CMP, sur l'ouverture en deux étapes des offres de prestations intellectuelles	✓
Non exhaustivité de l'archivage des documents relatifs au marché	✓

Description	DRP Aménagement de bureaux (travaux de cloisonnement et installations générales)	DRP N° S-ANAT-010 Nettoyage- Gardiennage	DRP N° S-ANAT-001 Maintenance et réparation véhicules	DRP N° F-ANAT-004 BIS Fournitures de bureau et consommables informatiques
Nature	Travaux	Services	Services	Fournitures
Attributaires	JOAD TRADING	NDIEME NDAO	ETS KEUR BAMBA	Lot1 : CENTRALE SOLUTIONS Lot 2 : SSCG
Montants en F CFA TTC	Lot 1 : 21 183 443 Lot 2 : 35 199 373	750 000	1 594 408	Lot 1 : 5 020 310 Lot 2 : 5 194 360
Violation du principe de la transparence dans les procédures de passation de marchés publics	✓		✓	
Violation du principe de libre accès à la commande publique.	✓			
Violation du principe d'égalité de traitement des candidats	✓			
Violation de l'article 59 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics	✓			
Violation de l'article 69 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics	✓			
Violation de l'article 96.1 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics sur les garanties des avances de démarrage	✓			
Violation de l'article 96.2 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics sur les avances de démarrage	✓			
Violation de l'article 134 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics sur				✓

l'application des pénalités de retard				
Non exhaustivité de l'archivage des documents relatifs au marché	✓	✓	✓	✓

Description	ED Sélection d'un consultant pour l'élaboration du SDADT (Schéma Directeur d'Aménagement et de Développement Territorial de la zone de Dakar- Thiès-Mbour)	ED Sélection d'un consultant pour la mise en place de l'Observatoire Cartographique Numérique des Inondations (OCNI)
Nature	Prestations intellectuelles	Prestations intellectuelles
Attributaires	Cabinet ATIC	Mehdi SEMCHAOUI
Montants en F CFA TTC	70 000 000	30 000 000
Non exhaustivité de l'archivage des documents relatifs à la procédure de passation du marché	✓	✓

7. ANNEXES

7.1 LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 1^{er} juillet 2015

**Monsieur le Directeur Général
de l'Agence Nationale de
l'Aménagement du Territoire
(ANAT)**

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2013

Monsieur le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Nous vous saurions gré de bien nous faire parvenir vos commentaires et observations dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter obtenir sur le contenu de ce projet de rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.

10th JUIL 2015



**Ibra Guèye
Directeur-Associé**

7.2 REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

1 : Réserves

- Les deux marchés (SDADT et OCNI) passés par entente directe, ont été autorisés par la DCMP sous le couvert de l'article 76-2 du CMP au regard des instructions issues du Conseil présidentiel sur les inondations tenu en septembre 2012. Nous ne nous sommes pas contentés de l'autorisation émise par la DCMP pour procéder illico à un gré à gré. En effet, afin de sauvegarder les intérêts de la structure et rationaliser les ressources publiques, nous avons procédé à un « dialogue compétitif » avec 5 structures cibles afin de tirer les prix vers le bas par le jeu de la concurrence et obtenir en même temps une garantie sur les qualités professionnelles des candidats ciblés. Ce dialogue compétitif n'étant pas inscrit dans le CMP, nous avons intitulé notre démarche par le vocable de « consultation restreinte » pour se conformer au contexte et à l'environnement réglementaire local. C'est à l'issue de cette procédure qu'ATIC et Mehdi SEMCHAOUI ont été retenus sur la base de leurs qualifications et proposition financière. Rappelons en dernier lieu que le simple feu vert de la DCMP nous suffisait pour aller dans un gré à gré dans le respect des textes. S'agissant du retard noté sur le livrable SDADT, il importe de noter qu'il est dû à la non disponibilité des crédits alloués au dit marché à bonne date ; la règle voulant que l'exécution d'un marché soit conditionnée à l'existence préalable de crédits.
- S'agissant du marché relatif à l'audit des RH et attribué à Focus Audit et expertise, il convient de noter que la demande de proposition adressée aux candidats contenait bel et bien la grille d'évaluation technique et financière. ; nous vous invitons à consulter le dossier physique y afférent. Toujours dans le même registre, il est à noter qu'il existe bel et bien un rapport d'évaluation des offres consultable également dans le dossier physique. S'agissant des lettres d'information aux candidats non retenus, elles sont tracées et font l'objet de décharges sur le cahier de transmission prévu à cet effet. Ledit cahier est également disponible pour consultation.

2 : Limitations à l'étendue de vos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de vos travaux :

- S'agissant des PV d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des marchés de nettoyage (Ndiémé NDAO) et de mécanique (ETS Keur Bamba), il est à noter que lesdits PV existent dans les dossiers physiques et sont également consultables.

Formalités générales sur les Cellule et Commission des marchés

- S'agissant de l'incompatibilité des fonctions de DAF et de Président de la Commission des marchés, il est à noter que les décisions de nomination des membres de la Commission des marchés ont été adressées dans les délais à la DCMP pour information. En l'absence d'observation ou de recommandation, le DAF a assuré la présidence de la Commission des Marchés jusqu'à réception de l'objection de la DCMP y relative. Les recommandations ont été respectées par la suite après réception de la notification de la DCMP et un nouveau Président nommé à la place du DAF comme vous le signalez d'ailleurs dans votre rapport.

3 : constat relatif à l'exécution financière

Une avance de démarrage a été prévue dans le contrat avec JOAD à hauteur de 50 %, mais celle-ci n'a pas été consentie au prestataire in fine (voir dossier de règlement).

Les autres recommandations de votre rapport ont retenu toute notre attention et nous tacherons de les mettre en pratique. Nous vous remercions d'intégrer nos observations dans votre rapport définitif et vous prions de recevoir, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos sentiments distingués.